

L'inédit, c'est que les deux Grands commencent à envisager sérieusement une réduction de 50 p. 100 du nombre de leurs armes stratégiques, idée qui aurait été inconcevable il y a cinq ou six ans. Les arsenaux comporteraient donc certains éléments redondants dont la suppression ne compromettrait en rien la "posture" militaire de l'un et de l'autre camp.

Parallèlement, on aurait de bonnes raisons de supposer que l'évolution de la technologie et de la stratégie suscite des craintes d'ordre militaire autant que politique. Le plan relatif à "l'attaque de seconde vague" en Europe, la doctrine américaine concernant la "bataille aéro-terrestre" et leur répercussion éventuelle sur la stratégie de l'adversaire sont au coeur d'un débat nourri. La mise en batterie des missiles Pershing a rogné considérablement sur le temps de réaction : désormais, les autorités n'ont plus que de six à dix minutes pour prendre leurs décisions, et cela soulève de graves inquiétudes. Le fait que les armes modernes ainsi que les systèmes spatiaux de reconnaissance et de communications soient à ce point assujettis à l'ordinateur nous oblige à nous demander de toute urgence si les délais et les données dont les chefs politiques disposent pour prendre leurs décisions et commander en temps de crise leur suffisent pour agir en toute connaissance de cause.

Mais il y a des mentalités militaires aussi bien que politiques dont il faut tenir compte dans l'analyse de propositions aussi radicales que celles de M. Gorbatchev. La démarche essentiellement offensive de la pensée militaire soviétique d'une part, et le principe du recours éventuel à une première frappe qui se dessine toujours en filigrane de la stratégie des États-Unis comme appoint des forces classiques américaines en Europe d'autre part, risquent de se poser en obstacle à un désarmement aussi vaste que celui proposé ici. Dans les milieux militaires de l'OTAN, aucun signe extérieur ne laisse supposer qu'un débat sérieux se déroule sur la possibilité d'opter pour la dissuasion dite minimale comme solution politiquement ou militairement réalisable à l'heure actuelle. Et il est certain que les instances militaires soviétiques se sont beaucoup plus préoccupées, ces dernières années, d'accroître leurs forces nucléaires et classiques que de chercher à redéfinir le seuil de dissuasion.

La préférence que marquent les autorités militaires de l'OTAN pour le statu quo tant que les Américains n'exprimeront aucune volonté de changement ressort nettement dans une situation qu'a vécue l'amiral canadien Robert Falls. En 1983, alors qu'il présidait le comité militaire de l'OTAN, l'amiral Falls s'est attiré des reproches sévères pour avoir

déclaré publiquement que l'Alliance pourrait se débarrasser d'un grand nombre d'armes nucléaires inutilisables et qu'elle pourrait même réduire unilatéralement de 50 p. 100 son arsenal nucléaire, sans pour autant affaiblir ses défenses.

Il faut également compter avec un autre problème politique, à savoir que l'Europe de l'Ouest craint un "découplage" entre elle et les forces stratégiques américaines. C'est en partie pour apaiser ces craintes que les États-Unis ont décidé en 1979 de déployer les missiles Pershing et les missiles de croisière, mesure qui a provoqué de graves dissensions au sein de l'Alliance. Et maintenant que les Américains envisagent certaines réductions de leurs forces en Europe dans le cadre des nouveaux pourparlers START à Genève, la question du "couplage" est revenue sur le tapis.

Il est certain que les pays de l'OTAN, et notamment les principaux alliés européens, n'ont jamais sérieusement envisagé une défense non nucléaire de l'Europe comme étant une solution valable sur le plan militaire ou un moyen de dissuasion efficace contre les forces classiques puissamment armées du Pacte de Varsovie. Ce raisonnement n'a trouvé aucun appui politique à Washington, et n'a fait l'objet d'aucune étude par l'OTAN.

Bien entendu, d'aucuns soutiennent qu'un certain nombre d'armes nucléaires sera toujours essentiel si l'on veut préserver la paix. La question qui se pose alors est de savoir combien de ces armes il faudrait conserver pour garantir la dissuasion. Même si les superpuissances parvenaient à abaisser le seuil de dissuasion entre elles, la prolifération nucléaire demeurerait toujours un gros problème.

S'il existe la moindre possibilité que les superpuissances et les autres pays puissent un jour s'entendre pour liquider les armes nucléaires ou en ramener le nombre à un seuil minimal, il est d'autant plus impératif de mettre au point des procédures de vérification pour faire échec à la mauvaise foi et mettre en place des mécanismes qui permettraient de punir toute nation qui se déroberait au nouveau régime nucléaire. L'acceptation par M. Gorbatchev du principe des inspections multinationales sur les lieux, que l'on retrouve dans sa proposition de janvier et dans l'accord de Stockholm sur les mesures propres à accroître la sécurité, augure bien de l'avenir. Il y aurait peut-être lieu d'examiner l'idée que le Conseil de sécurité de l'ONU, auquel siègent les cinq grandes puissances nucléaires, puisse faire office d'organe international de réglementation. Encore s'agirait-il de savoir si les cinq renonceraient à leur droit de veto sur les questions relatives aux armes nucléaires ?